

Colloque annuel de la CPU : Brest, 2009

Texte d'orientation

L'UNIVERSITE, ACTEUR ECONOMIQUE

Enseignement supérieur, recherche, développement socio-économique et aménagement du territoire

LA STRATEGIE DE LISBONNE ET LES NOUVELLES MISSIONS DES UNIVERSITES

Le colloque 2009 de la CPU sera l'occasion de remettre en perspective la place de l'université française dans le processus de Lisbonne, d'observer notamment comment d'autres modèles ont émergé dans différents pays européens, et comment l'Europe intègre cette dimension à travers ses différents programmes.

Les missions fondamentales des universités – la formation supérieure et la recherche – sont aujourd'hui confrontées à de nouvelles attentes de la société française et des pouvoirs publics : l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés, et plus largement une participation active et de premier plan au développement de l'économie de la connaissance. Cette attente rejoint la stratégie de Lisbonne qui vise à faire de l'Union Européenne une très grande puissance économique dans la perspective de la compétition internationale : croissance, emploi et innovation sont au cœur de cette stratégie.

Les politiques d'innovation cristallisent d'une certaine manière ces nouvelles attentes à l'égard des universités, ainsi que la réinterprétation qu'elles impliquent de leurs missions fondamentales ; elles ont conduit notamment à promouvoir comme modèle le « triangle » du développement socio-économique, constitué par la recherche, la formation et les stratégies industrielles. Ce triangle de la connaissance concerne des acteurs aux intérêts historiquement divergents : entreprises, monde académique et étudiants, et l'enjeu des politiques d'innovation est justement de leur permettre de développer des visions de l'avenir et des éléments de culture communs.

La loi Allègre sur l'innovation et la recherche de juillet 1999 a ouvert de nouvelles possibilités de coopération entre les entreprises et les universités, et la création

ultérieure des pôles de compétitivités repose sur une gouvernance partagée entre acteurs économiques et académiques. Il n'en reste pas moins que les partenaires engagés dans ces politiques d'innovation obéissent à des régimes temporels différents : celui du marché, celui de la formation et celui de l'élaboration des connaissances nouvelles. Différents modèles de gouvernance peuvent être observés dans les pays développés qui se sont efforcés d'intégrer les partenaires de l'innovation au sein de centres techniques, de technopoles, ou de clusters. Le colloque 2009 de la CPU aura à se prononcer sur ces modèles de gouvernance, mais surtout sur les équilibres (ou les déséquilibres) qu'ils instaurent entre les trois côtés du triangle de l'innovation.

L'emploi qualifié est le second enjeu du processus de Lisbonne qui trouve sa déclinaison dans le schéma de Bologne. Celui-ci vise à construire un véritable espace européen de l'enseignement supérieur qui repose à la fois sur l'harmonisation des grades et diplômes mais également sur les critères et les procédures de l'assurance qualité : celle-ci, en effet, en raison des garanties qu'elle apporte et de la confiance qu'elle doit inspirer à tous les partenaires, joue à la fois au bénéfice de la mobilité entre les systèmes d'enseignement supérieur nationaux, et en faveur d'une meilleure lisibilité des compétences associées aux diplômes, au moment de l'insertion professionnelle. Cette perspective globale assure la convergence de multiples objectifs : l'ouverture sociale, l'insertion des étudiants sur le marché du travail, l'excellence internationale et la compétitivité des territoires.

Le colloque 2009 de la CPU se saisira de l'expression de ces nouvelles attentes, et des politiques qui assignent à l'enseignement supérieur et à la recherche une place dans le développement économique des territoires pour interroger le rôle économique des universités. Car, au-delà des missions fondamentales des universités, et même des politiques d'innovation qui les instrumentalisent peu ou prou, c'est, du point de vue de l'histoire des institutions et des sociétés, le statut des universités qui est en question : que signifie pour une université être un « acteur économique » à part entière, dans son territoire régional, national et européen ? Cela signifie probablement, pour commencer, prendre conscience de son poids économique et social dans un territoire. Cela signifie aussi, ensuite, prendre confiance en ses capacités et sa participation décisive en matière de création et de développement d'activités économiques et sociales. Cela signifie, enfin, entretenir avec les autres acteurs socio-économiques des relations de partenariat équilibrées, d'échanges réciproques entre des acteurs autonomes, et respectueux de l'indépendance des uns et des autres.

L'INNOVATION DANS LES TERRITOIRES

Les politiques de l'innovation sont liées à des territoires, et le moins qu'on puisse dire c'est que, dans chaque territoire, les catégories d'acteurs et les institutions en

charge de l'innovation sont fort diverses et très nombreuses. Souvent complémentaires, parfois redondants, et même concurrents, elles constituent autant de lieux différents pour l'exercice d'une même responsabilité territoriale, et les universités ne sont pas nécessairement au premier plan de ces complexes paysages régionaux. Une typologie de ces acteurs et de leurs relations sera proposée, discutée, et mise en perspective avec les schémas d'organisation européens et internationaux de l'innovation.

La sectorisation de l'innovation est sans doute un gage d'efficacité ; on s'interroge souvent, notamment, sur les meilleurs types de montages institutionnels : « verticaux », c'est-à-dire regroupant toutes les fonctions dédiées à une même thématique scientifique et industrielle cohérente ? « horizontaux », c'est-à-dire regroupant toutes les thématiques pour mutualiser les fonctions communes et faire des économies d'échelle ? On se demande aussi quelle place est faite à chacun des grands domaines de l'innovation (ie : le produit, le processus, la stratégie de marché ou l'organisation), et si, chacun d'eux impliquant des compétences, voire des métiers différents, ils doivent ou pas être tous pris en compte dans les mêmes institutions.

Mais on est en droit aussi de se demander, d'une part, comment les universités s'approprient cette diversité de fonctions et de solutions institutionnelles, et surtout, d'autre part, à quel niveau de responsabilité et de décision elles sont impliquées dans ces réseaux d'acteurs territoriaux sectorisés. A l'occasion de son colloque 2009, la CPU aura à se prononcer sur les solutions qu'elle préconise et sur la place et le rôle que les universités et les PRES doivent y occuper. La mise en cohérence des activités oblige à interroger leur gouvernance, inégalement partagée entre les entrepreneurs, les chercheurs et les politiques : l'université doit être au cœur des politiques de l'innovation, sans pour autant affaiblir son rôle prééminent dans la production et la diffusion des connaissances fondamentales.

LA QUALIFICATION DES TERRITOIRES

L'innovation est un des facteurs clés du développement de l'économie de la connaissance ; celle-ci repose également sur l'élévation des niveaux de formation, de compétence et de qualification. Les universités sont nécessairement partagées entre des enjeux à court et moyen termes, qui les incitent à se saisir d'une mission particulière dans le développement de l'économie, et des enjeux à long terme, qui concernent plus généralement la société (et pas seulement l'économie) de la connaissance, et qui conduiraient à relativiser leur rôle économique immédiat. Il est vrai que les missions nouvelles que leur confère la loi LRU en matière d'insertion professionnelle des diplômés impliquent un véritable partage des enjeux de l'emploi et de l'économie, notamment par la professionnalisation des formations, par l'augmentation des qualifications associées aux trois niveaux du L/M/D, par la

participation au processus de formation tout au long de la vie, ou encore par la valorisation et le transfert de savoir-faire et de technologies.

Service public de l'État et acteur décentralisé, l'université doit assurer l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire national dans le cadre de ses missions fondamentales, et celles-ci exigent un traitement homogène des universités de la part de l'État. La CPU affirme son attachement au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche et rappelle la responsabilité de la nation dans le financement de l'enseignement supérieur. Les partenariats construits à l'occasion des politiques d'innovation ne doivent nullement favoriser un désengagement de l'État, mais permettre l'obtention de moyens complémentaires pour des missions complémentaires, et non substitutifs aux moyens publics.

Mais par ailleurs, pour ce qui concerne le financement des activités volontaires et différenciées qui participent à l'économie de la connaissance, directement liées aux besoins et aux politiques des territoires et à la spécificité des bassins d'activité économique et d'emploi, les solutions doivent être ciblées et adaptées. La collecte et la répartition de la taxe d'apprentissage, la création des fondations et le développement du mécénat, ainsi que toutes les formes de financements complémentaires seront analysés au cours de ce colloque et donneront lieu à des prises de position de la CPU.

L'ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES

En France, 600 villes accueillent des formations post-bac, et 180 d'entre elles sont des sites universitaires. Les universités et leurs antennes sont très convoitées par les villes moyennes, et les premières comme les secondes y trouvent, au moins pendant les premières années qui suivent la création de sites délocalisés, de nombreux avantages. Aujourd'hui, la France, avec ses 84 universités, présente l'un des maillages territoriaux les plus riches d'Europe.

Pourtant de nombreux auteurs réclament aujourd'hui un moratoire sur les implantations universitaires ; la contraction des effectifs étudiants, et l'augmentation des charges qui pèsent sur les collectivités territoriales inspirent en partie de telles réactions. En outre, les gouvernements qui se succèdent depuis plus de dix ans conduisent, au nom d'une plus grande visibilité internationale et d'une plus grande attractivité sur des territoires plus largement délimités, une politique de regroupement et de coopération (PRES, RTRA, Plan Campus, etc.) visant à identifier une quinzaine d'ensembles universitaires et territoriaux.

Il est pourtant légitime, s'agissant de transformations d'une telle ampleur, de se demander si elles sont étayées sur de véritables analyses globales, indépendantes et scientifiquement valides, tant économiques et institutionnelles que sociales et culturelles, des effets prévisibles, à moyen et à long terme, d'une concentration

métropolitaine ou d'un maillage plus diversifié des implantations universitaires. On ne peut en effet se satisfaire, eu égard à de tels enjeux, d'opinions ou de croyances partagées et qui, indéfiniment reprises, se donnent en fin de compte pour des évidences indiscutables. Il est de la responsabilité de la CPU que de questionner de telles évidences, quelle que soit leur orientation.

Le colloque s'efforcera par conséquent d'analyser l'évolution des territoires à la lumière de la société de la connaissance, les relations et les effets de proximité entre les universités et leur environnement, et de comprendre quelles sont les échelles pertinentes pour la valorisation et l'insertion professionnelle, pour la promotion sociale et l'égalité des chances, pour l'action internationale et pour l'animation de réseaux universitaires, et enfin pour le développement sur les campus de politiques innovantes en matière sociale, culturelle et de vie étudiante.